

Des militaires camerounais ont "malmené et ligoté" un présumé leader séparatiste anglophone lors de son arrestation samedi, a admis mardi Yaoundé, au moment où une vidéo montrant un gendarme

Des militaires camerounais ont "malmené et ligoté" un présumé leader séparatiste anglophone lors de son arrestation samedi, a admis mardi Yaoundé, au moment où une vidéo montrant un gendarme molestant l'homme a été largement partagée sur les réseaux sociaux.

Les gendarmes sont "manifestement sortis des normes et techniques légales en pareilles circonstances", a reconnu le ministre de la Défense, Joseph Beti Assomo, à la radio d'Etat, à la suite d'une interpellation "après une résistance musclée" qui "a donné lieu à une vidéo".

C'est la première fois que l'armée reconnaît des exactions commises par des forces de sécurité déployées dans les deux régions anglophones en crise depuis le début des affrontements, fin 2017.

"Une enquête a été ouverte pour identifier (et) le cas échéant sanctionner les auteurs de ces agissements contraires au respect des droits humains", a assuré le ministre.

Surnommé "général", la personne violentée est un présumé leader séparatiste qui a été arrêté samedi, a indiqué M. Beti Assomo. Le "général" séparatiste "était activement recherché depuis plusieurs semaines pour son implication dans des actes de violences contre les populations et (dans) l'assassinat des personnels de forces de défense et de sécurité".

La vidéo montre des gendarmes brutalisant un homme couvert de boue, les mains attachées dans le dos. Un gendarme le frappe de manière répétitive sur la plante des pieds, à l'aide du côté plat de la lame d'une machette. Un autre le maintient au sol avec une chaise. On y voit un autre gendarme monter sur la tête de l'homme, donnant l'impression de vouloir l'étrangler. "Une enquête a été ouverte sur les faits qui lui sont reprochés", a-t-il ajouté.

Les forces de sécurité ont été maintes fois accusées par des ONG et des témoins d'exactions et de brûler des maisons.

"Nous ne brûlons que les maisons où on découvre des armes", s'était défendue l'armée fin avril. Dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, les combats sont devenus quasi quotidiens entre les forces de sécurité camerounaises, déployées en force et des hommes armés se réclamant de "forces de restauration" d'un Etat anglophone, qui avait éphémèrement vu le jour entre les deux

guerres mondiales, sous mandat britannique.

Selon le centre International Crisis Group (ICG), "au moins 120" civils et "au moins 43" membres des forces de sécurité ont été tués depuis fin 2016. Le bilan côté séparatistes est inconnu. 160.000 personnes ont dû fuir leur logement à la suite des violences, selon l'ONU, et 34.000 se sont réfugiées au Nigeria, selon l'agence nigériane de gestion des urgences (Sema).

AFP
